

# Le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**  
ISSN 0241 0494      Le 11 mai 2025      N° 516      PRIX : 100 FCFA

---

## LES LARBINS DU CAPITALISME SE BOUSCULENT POUR S'EMPARER DE LA MANGEOIRE



*Leur course pour la conquête du pouvoir peut déboucher comme dans le passé sur des affrontements interethniques.*

- **Sommaire au verso**
-



# Le pouvoir aux travailleurs

## Sommaire

### Éditorial

Les larbins du capitalisme se bousculent pour s'emparer de la mangeoire

### Pages 3-9 Côte d'Ivoire :

- ▶ Notre fête du 1<sup>er</sup> mai
- ▶ Pour la construction du parti de la classe ouvrière

### LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ Castel-Solibra : Derrière les hauts murs, l'esclavage salarié !
- ▶ SN-AVECI : Les travailleurs paralysent tous les chantiers
- ▶ Belyta : La détermination des travailleurs peut faire plier le patronat !

### LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Grève des enseignants contre les salaires de misère
- ▶ 1er mai à la sauce capitaliste !
- ▶ Les petits producteurs de noix d'anacarde pris en étau
- ▶ Paroles d'un démagogue
- ▶ La corruption fait partie du système capitaliste

### DANS LE MONDE :

#### Pages 9-11 :

Africanisme, panafricanisme, ... : des voies sans issue

#### Pages 11-12 Madagascar :

Des patrons assassins continuent en toute impunité

#### Pages 12 Mali :

Assimi Goïta veut bâillonner la population

#### Pages 13-14 France :

1er mai : histoire d'une journée

### Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

### Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : [www.uatci.org](http://www.uatci.org)

## Éditorial

### LES LARBINS DU CAPITALISME SE BOUSCULENT POUR S'EMPARER DE LA MANGEOIRE

L'approche de l'élection présidentielle prévue pour octobre prochain ne présage rien de bon. Les principaux opposants, Laurent Gbagbo, Tidjane Thiam et Soro Guillaume sont jusque-là exclus de la liste électorale et commencent à proférer des menaces. De surcroît, ils contestent unanimement à Alassane Ouattara le droit de se présenter à un quatrième mandat, même si celui-ci n'a pas encore dévoilé ses intentions. Cette guéguerre électorale pour la conquête du pouvoir est cependant lourde de danger car elle peut déboucher comme dans le passé sur des affrontements interethniques. Si par malheur cela se produit, les principales victimes seront une fois de plus, les populations pauvres. Ce danger est d'autant plus à craindre que les partis politiques en concurrence sont sans scrupule, ils jouent sur les sentiments d'appartenance ethnique ou sur la xénophobie pour mobiliser leurs électeurs.

Pour le moment, leurs discours nauséabonds sont plus ou moins voilés et hypocrites mais il faut s'attendre à tout avec ces crocodiles assoiffés de pouvoir, ils sont capables de marcher sur des cadavres pour parvenir à leurs fins. Ce qui les distingue les uns des autres c'est peut-être leur appartenance ethnique, leur « *programme* » est fondamentalement le même, ils se battent pour être le serviteur attitré de la bourgeoisie, c'est-à-dire de diriger l'appareil d'État pour maintenir les travailleurs et la population pauvre sous la coupe des exploiters et des profiteurs. Autrement dit, les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de ces personnages pour améliorer leurs conditions d'existence comme ils ne pouvaient rien attendre de leurs prédécesseurs.

Servir les intérêts de la bourgeoisie dans le contexte économique actuel, aussi bien pour le pouvoir en place que pour celui qui le remplacera à l'issue des prochaines élections, cela consiste par exemple à permettre à une grande dynastie capitaliste telle que la famille Castel, une des plus grandes fortunes de France, d'exploiter à mort des travailleurs de l'entreprise Solibra par l'intermédiaire de sous-traitants, dans des conditions pires qu'au temps colonial ! Aujourd'hui les travailleuses et les travailleurs de cette entreprise triment trente jours sur trente, alternant jours et nuits, sans bénéficier d'un seul jour de repos ni de congés payés, pour un salaire de misère. Il y a dans les usines de la zone industrielle de Yopougon ou de PK23 des ouvrières qui ne touchent que 3000 Fr pour une journée de 10 heures de travail ou des ouvriers du bâtiment qui, pour le même salaire crèvent sous un soleil de plomb ! C'est dans ces conditions et avec le soutien de leurs larbins au pouvoir que les capitalistes bâtissent

des fortunes et c'est ainsi que la bourgeoisie en Côte d'Ivoire participe à l'économie mondiale pendant que nos dirigeants s'enrichissent sur le dos de la population en se servant allégrement dans les caisses de l'État.

Voilà la sale besogne à laquelle aspirent tous ces politiciens qui se bousculent pour prendre possession de la mangeoire gouverne-

## NOTRE FÊTE DU PREMIER MAI

Ce jeudi 1<sup>er</sup> mai a eu lieu la fête organisée par le journal le «*Pouvoir aux Travailleurs*». Près de 170 travailleurs avec leurs familles ont partagé ensemble un moment de détente et aussi de discussions politiques autour des panneaux sur l'actualité politique internationale et sur nos idées communistes.

Nous avons aussi fait un débat très animé, portant sur l'avenir du prolétariat dans une société marquée par l'exploitation. De nombreuses questions ont été posées. Un intervenant a demandé comment les travailleurs peuvent-ils avoir la capacité de faire une révolution alors qu'il y a la division et la peur au sein de la classe ouvrière. Nos camarades ont expliqué que les dirigeants politiques de la bourgeoisie font croire aux travailleurs que la politique n'est pas pour eux et qu'ils doivent se contenter de voter quand le gouvernement autorise. Pour nous communistes révolutionnaires, ce n'est pas par les élections que les choses peuvent changer mais par la lutte consciente des exploités et que la

## POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

*Ce texte est extrait de l'allocution de la fête organisée par le journal Le pouvoir aux travailleurs le 1<sup>er</sup> mai 2025.*

(...) Depuis des décennies, des cliques politiques se succèdent au pouvoir mais dans les zones industrielles, sur les chantiers, sur les docks, la situation des travailleurs ne cesse de se dégrader. Aujourd'hui, plus qu'hier, le patronat est à l'offensive, il mène une vraie guerre à la classe ouvrière.

mentale. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à les suivre car ce serait comme si on tenait un bâton à son pire ennemi pour se faire frapper. L'intérêt des travailleurs serait au contraire de prendre conscience que par-delà leur diversité ethnique, nationale ou religieuse, ils constituent une même classe sociale et ont les mêmes ennemis et les mêmes exploités quelle que soit la couleur de peau ou la nationalité de ces derniers.

célèbre phrase de Karl Marx : « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » reste d'une actualité criante !

Cette société est divisée en deux classes sociales aux intérêts opposés. Quelle que soit sa nationalité, son ethnie, sa religion, les travailleurs appartiennent à la même classe sociale, ils ont les mêmes intérêts à défendre contre leurs exploités.

Ce n'est que dans des périodes révolutionnaires que la puissante force de la classe ouvrière se révèle. Ces mêmes femmes et hommes qui subissent des brimades, des cadences infernales et qui croient qu'ils n'ont pas le choix de faire autrement, ce sont eux qui changeront un jour le monde et c'est le système capitaliste lui-même qui finira par provoquer leurs révoltes. Mais sans un parti communiste révolutionnaire et internationaliste, la classe ouvrière ne peut pas renverser le capitalisme et bâtir une nouvelle société égalitaire, sans exploitation et sans oppression.

Partout, le travail devient de plus en plus précaire, les cadences sont en augmentation, la production journalière exigée est toujours plus élevée. Même dans les grandes entreprises, de plus en plus de patrons ne se donnent même plus la peine d'équiper les travailleurs en matériel de

protection, y compris dans des environnements où ils sont exposés à des produits chimiques dangereux ou à des risques d'accidents de travail.

Le système journalier est devenu la norme, y compris dans les grandes entreprises. Les salaires sont maintenus au plus bas, le chômage ne cesse de progresser. Pendant ce temps, les prix des produits de première nécessité tels que le riz, l'huile, l'igname, mais aussi ceux du transport et des loyers augmentent et réduisent à néant le pouvoir d'achat des travailleurs et des pauvres.

Même les quartiers pauvres d'Abidjan sont la cible des autorités qui les désignent comme responsables du « *désordre urbain* ». Elles font raser ces quartiers, jettent les habitants à la rue comme des animaux sans aucun relogement. Les petits commerces qui permettent aux pauvres de ne pas crever de faim sont aussi visés. Les marchands ambulants sont pourchassés, les pousse-pousse et autres charrettes interdits, les étals aux abords des trottoirs détruits sans ménagement, etc.

(...) Tout cela ne pourra continuer indéfiniment, tôt ou tard, la colère des travailleurs finira par exploser !

Récemment, des enseignants des écoles publiques ont fait grève pour obtenir de meilleurs revenus et la liberté d'exercer leurs droits syndicaux. Mais face à ces revendications légitimes, l'État a réagi par la violence en jetant des grévistes en prison. Dans le secteur du bâtiment et dans les usines, il y a aussi des luttes pour réclamer l'application du barème des salaires officiels, pour exiger le paiement des heures supplémentaires ou des primes.

C'est au travers de ces luttes que les tra-

vailleurs réussissent à limiter la rapacité de la classe exploiteuse. Mais force est de constater que tant que le pouvoir reste aux mains de la bourgeoisie, celle-ci dispose de tous les leviers pour récupérer de la main gauche ce qu'elle a été contrainte de céder de la main droite (...) Voilà pourquoi, d'année en année la situation des travailleurs et des populations pauvres ne cesse de s'aggraver malgré les changements de personnes à la tête du pays.

(...) Tant que survivra le système capitaliste, le problème des travailleurs, des petits paysans, des populations pauvres en général, ne se règlera jamais. C'est lui qui engendre les guerres, la pauvreté, la misère, les injustices sociales. Quand bien même les moyens techniques existent pour enrayer la pauvreté de la surface de la terre, la grande majorité de la population mondiale est contrainte de végéter dans la misère.

Il est nécessaire de mettre fin à ce système, la force capable de le faire, c'est le prolétariat, c'est-à-dire l'ensemble du monde du travail sans qu'aucune richesse ne peut être produite, aucune usine ne peut tourner, aucun port ne peut fonctionner, aucune route ne peut être construite, aucun immeuble ne peut sortir de terre. Toute la société repose sur cette classe.

(...) Aujourd'hui, ce qui manque à la classe ouvrière c'est un parti et un programme qui lui permette de renverser le capitalisme et de bâtir une société sans exploitation où il n'y aura ni riches ni pauvres, c'est-dire une société communiste, et cela ne peut se faire qu'à l'échelle internationale. C'est dans ce sens que nous militons et c'est ce programme que défend notre journal, « *le Pouvoir aux travailleurs* ». (...)

**Les prolétaires n'ont pas de patrie**

## ***Le quotidien des travailleurs***

---

### **CASTEL-SOLIBRA : DERRIÈRE LES HAUTS MURS, L'ESCLAVAGE SALARIÉ !**



L'usine Solibra appartient à l'une des plus grandes fortunes de France, la famille Castel. Cette brasserie commercialise notamment de nombreuses marques de bière, Flag, Bock, Castel, Beaufort, etc., en plus de produire de la sucrerie. Elle est présente dans de nombreux pays africains, du Burkina Faso jusqu'en Angola, et brasse surtout des milliards sur le dos des travailleurs.

La grande majorité des travailleurs de la Solibra à Abidjan sont exploités par l'intermédiaire de nombreux sous-traitants dont le principal est RMO.

On travaille trois jours de suite le matin, trois l'après-midi et trois la nuit, ce qui fait neuf jours non-stop. Le dernier jour de travail s'effectuant de nuit et finissant le matin, la reprise du nouveau service se fait aussitôt le lendemain matin. Ce qui veut bien dire que les travailleurs n'ont aucun jour de repos, ils travaillent trente jours sur trente.

Le salaire tourne autour de 5000 Fr pour les ouvriers sur chaîne et 6500 Fr par exemple pour un cariste quand il travaille de jour, contre 7500 Fr quand le service s'effectue de nuit. Le salaire étant insuffisant pour assurer le quotidien, les doubles vacations sont encouragées. Ainsi, des travailleurs se tuent à la tâche, certains effectuent seize

heures d'affilée, plusieurs jours durant et sont ainsi réduits à l'état de bêtes de somme. Ils ne bénéficient d'aucune pause. Chacun se débrouille donc avec son voisin s'il veut s'absenter un moment pour aller aux toilettes ou se restaurer rapidement.

La paie chez RMO, par exemple, se fait chaque semaine par mobile-money. Il n'y a aucun bulletin de paie. Les contrats sont de six mois, le congé payé est un vocabulaire qui n'existe pas dans le langage de cet employeur !

Des travailleurs tentent de s'organiser, ce qui est par exemple le cas des caristes qui ont créé leur propre syndicat au sein de cette entreprise. Nombre d'entre eux ont plusieurs années d'ancienneté, leur principale revendication est leur embauche par la Solibra elle-même en espérant que cela permettra de résoudre tous les problèmes tels que : salaire, horaire de travail, congés, Cnps, assurance maladie, etc.

Ces ouvriers caristes, en s'organisant en corporation, refont en quelque sorte ce qui a déjà été expérimenté par le mouvement ouvrier dans les pays industrialisés il y a plus de 150 ans. Ces expériences ont montré les limites du corporatisme et les conséquences de la division entre travailleurs.

Il existe en Côte d'Ivoire plusieurs centrales syndicales dont l'UGTCI est la plus ancienne, mais les dirigeants de ces appareils, loin de défendre les intérêts des salariés, servent avant tout de courroie de transmission du gouvernement et du patronat auprès des travailleurs. Ce n'est pas un hasard si aucune lutte d'envergure n'a été menée par ces syndicats qui ont pignon sur rue depuis plusieurs dizaines d'années malgré la dégradation de la situation des travailleurs. Les dirigeants syndicaux et leur appareil syndical se sont de plus en plus

intégrés dans l'appareil d'État, en contrepartie d'un financement. Quand ils interviennent dans une lutte, c'est pour aussitôt jouer le rôle de pompier et d'intermédiaire auprès de la bourgeoisie. Quand leur médiation est inopérante, ils cèdent la place aux corps habillés qui viennent réprimer les grévistes et cela se termine par leur renvoi.

Il est donc vital pour les intérêts de la classe ouvrière qu'il existe dans les grandes entreprises des militants communistes révolutionnaire pour faire prendre conscience

à leurs camarades de travail de la nécessité de s'organiser ensemble, sans distinction de catégories, de statuts, de grades et autres inventions que les exploiters utilisent pour nous affaiblir. C'est dans les entreprises que les militants les plus conscients peuvent transmettre l'expérience riche du mouvement ouvrier et œuvrer pour bâtir un véritable parti communiste révolutionnaire prolétarien sans lequel la classe ouvrière ne peut mettre fin au capitalisme.

### **SN-AVECI : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE PARALYSENT TOUS LES CHANTIERS**

SN-AVECI est une entreprise du BTP qui construit des logements de haut standing ainsi que des bureaux à travers tout le pays et emploie plus de milles ouvriers payés avec un salaire de misère. Les travailleurs ont fait grève pendant deux jours pour réclamer le versement de l'intégralité de leur rappel des salaires estimé à environ 280 millions de francs. Il s'agit là du cumul du montant du vol commis par l'employeur sur les salariés mois après mois, en plus de leur exploitation. Ce vol commis au vu et au su des autorités depuis de nombreuses années.

Il y a quelques années, ceux qui étaient indexés comme des meneurs ont été renvoyés et les grévistes n'ont pas eu gain de cause. Mais cette fois-ci, les travailleurs se sont organisés au sein d'un syndicat, y compris ceux qui travaillent dans les chantiers à l'intérieur du pays. Une liste de revendications a été déposée, suivie d'un préavis de grève. La direction a alors lâché quelques miettes en régularisant le salaire d'environ 500 travailleurs qui ne percevaient même pas le Smig.

Mais sur les 280 millions de francs qu'elle a volés aux travailleurs, l'entreprise n'a cédé que 10 millions. Les travailleurs l'ont pris à juste raison comme une insulte. C'est ainsi que le 9 mai dernier, l'ensemble des travailleurs de près de 20 chantiers se sont mis en grève. La direction a aussitôt lancée des menaces. Ce jour-là, plus de 300 travailleurs se sont réunis en Assemblée Générale sur le chantier de Cocody Danga et décidé la poursuite de la grève le lendemain 10 mai. Ils ont désigné une délégation de 35 représentants pour aller discuter avec la direction. Après une demi-journée de négociation, rien de bon n'est sorti. Suite à quoi, les travailleurs ont accepté d'accorder une nouvelle semaine à la direction pour payer ce qu'elle doit aux travailleurs, sinon ils se mettront de nouveau en grève.

En attendant, des réunions de mobilisation et de préparation sont prévues sur tous les chantiers pour organiser la lutte à mener. Ils auront besoin de beaucoup de détermination pour créer un rapport des forces capable de faire cracher cette somme au patron voleur.

### **BELYTA : SEULE LA DÉTERMINATION DES TRAVAILLEURS PEUT FAIRE PLIER LE PATRONAT !**

Située au kilomètre 24 sur l'autoroute du nord, dans les environs du complexe industriel Transcao, Belyta est une entreprise de fabrication d'assiettes cassables et divers produits en plastique, elle emploie une centaine d'ouvriers. Les conditions de travail sont effroyables. Des travailleurs cra-

chent du sang à force de respirer l'air toxique de l'usine. Tous ceux-là sont aussitôt mis à la porte comme des chiens. Les ouvriers sont payés à la tâche, les tarifs sont tels que même en travaillant durant 11 à 12 heures par jour, ils ne touchent même pas le salaire minimum officiel de

huit heures de travail. C'est ainsi que les ouvriers se sont mis en grève au mois de mars mais ils n'ont pas eu gain de cause. La direction les a menacés de renvoi.

Dans cette entreprise les renvois sont courants mais cela n'a pas empêché les travailleurs de faire un arrêt de travail lorsque le patron a voulu récemment renvoyer un de leurs collègues. Grâce à cette mobilisation, le renvoi a été finalement annulé. Les

travailleurs ont contacté un syndicat et ont déposé une liste de revendications que la direction a évidemment royalement ignorée, mais les travailleurs n'ont pas encore dit leur dernier mot. Ce qui est sûr, c'est que les patrons ne comprennent que le langage du rapport de force. Sans une détermination forte des travailleurs, il continuera à traiter les travailleurs comme des esclaves pour tirer le maximum de profits sur leur dos.

## GRÈVE DES ENSEIGNANTS CONTRE LES SALAIRES DE MISÈRE

Les enseignants du primaire et du secondaire du secteur public revendiquent une prime trimestrielle pour compléter leurs bas salaires. Depuis plus d'un an, les négociations avec le gouvernement n'évoluent pas et ils se sont mis en grève durant six jours. En guise de réponse, les autorités ont effectué des ponctions sur leurs salaires et jeté l'un des leurs en prison. Certains ont vu leur salaire divisé par deux, voire plus.

Ces enseignants vivent à peu près la même situation que les travailleurs, même si c'est l'État qui est leur patron. Leurs salaires ne leur permettent pas de mener une vie décente et ils sont obligés de se serrer la ceinture pour s'occuper de l'éducation de nos enfants. Ils font partie du monde du travail et sont méprisés par le gouvernement comme les travailleurs le sont par leurs patrons. C'est tous ensemble que nous devrions nous battre pour améliorer nos conditions d'existence.

## **Leur société**

---

### 1er MAI À LA SAUCE CAPITALISTE !



*1er-mai-2025-le Premier ministre et des responsables Syndicaux.*

À l'origine, le 1er mai était une journée de grèves, de revendications, de manifestations des travailleurs dans les pays où existait un mouvement ouvrier. La bourgeoisie et leurs mandataires au pouvoir tremblaient bien souvent ce jour-là car les travailleurs en lutte défiaient les forces de répression déployées par le gouvernement ainsi que les milices recrutées par les bourgeois pour faire taire les revendications ouvrières.

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. La bourgeoisie a tout fait pour transformer le 1er mai en une journée paisible de « *fête du travail* ». C'est ainsi que le 1er mai dernier, le préfet de Bouaké, ce galonné de la bourgeoisie, s'est adressé aux représentants des centrales syndicales venus se courber devant lui en ces termes : « *nous devons œuvrer à maintenir la paix, la cohésion sociale et la fraternité* ». De son côté, le préfet de Divo a dit à l'attention des travailleurs : « *je vous invite à plus de rigueur dans l'accomplissement de votre travail* ».

Ce genre de scène aurait de quoi « *faire retourner dans leur tombe* » nos ancêtres les combattants ouvriers qui sont morts en luttant. Mais gageons que la classe ouvrière n'a pas encore dit son dernier mot !

## LES PETITS PRODUCTEURS DE NOIX D'ANACARDE SONT PRIS EN ÉTAU ENTRE L'ÉTAT ET LES GROS NÉGOCIANTS

Le kilogramme de noix de cajou est acheté aux paysans entre 250 et 300 Fcfa contre les 425 Fcfa que l'État avait proclamés. Devant ce prix dérisoire qui leur est imposé, des paysans hésitaient de vendre leurs productions. Mais depuis le début du mois de mai, les acheteurs se font rares et beaucoup de paysans se retrouvent avec des récoltes invendues sur les bras.

Dans beaucoup de régions du centre et du nord de la Côte d'Ivoire, l'anacarde est devenu la culture principale. Sa mévente signifie pour des milliers de paysans la suppression de leur principale source de revenu.

Le Conseil Coton Anacarde (CCA), organisme étatique en charge de cette filière, évoque les nouvelles taxes douanières et la chute du dollar américain qui impacteraient les exportateurs vietnamiens et indiens qui sont les plus gros acheteurs de noix brutes de cajou ivoiriens qu'ils exportent aux USA après une transformation en amande de cajou.

En Côte d'Ivoire les amandes de cajou sont vendues dans les grandes surfaces à plus de 10 000 Fcfa le Kilogramme. C'est dire que le prix d'achat fixé aux paysans (425 Fcfa) est dérisoire, à peine 4,25 % de ce montant.



L'État ivoirien interdit aux paysans de vendre leurs noix de cajou aux pays frontaliers mais il dit en même temps qu'il n'est pas être en mesure d'acheter la production que les paysans ont encore sous la main et leur demande de « *conserver leurs produits dans de bonnes conditions de stockage* » en attendant des jours meilleurs. Après avoir joué les gendarmes pour garantir des stocks aux gros bonnets de la filière, l'État abandonne maintenant les paysans à leur sort.

### PAROLES D'UN DÉMAGOGUE BOURGEOIS !

Voyant que Ouattara tarde à l'autoriser à se présenter aux futures élections présidentielles, sa candidature n'ayant pas été retenue par la CEI, Gbagbo cherche à mettre la pression sur le gouvernement, à en juger par le discours qu'il a tenu dernièrement auprès de ses partisans.

Le pays est « *fracturé en deux* », leur a-t-il dit, entre les « *opprimés* » et les « *privilegiés* ». « *Nous devons réunir tous ceux qui ont quelque chose à déplorer. La vie est trop chère pour toi ? Nous t'ouvrons les portes. Trop, c'est trop* ». Il faut organiser des « *protestations multiformes et permanentes* » ; « *Il faut donner la parole à tous ceux qui veulent se plaindre de tous les méfaits de la politique* ». « *On ne peut pas continuer comme cela, dans la gadoue, les*

*pieds dans la gadoue, toujours dans la gadoue. Ce n'est pas possible* ». « *Aller à la rencontre de ceux que la précarité écrase chaque jour davantage* » ...

Gbagbo veut qu'on le prenne pour un défenseur des pauvres en croyant qu'ils ont oublié que durant les années de sa présidence, la situation des classes pauvres n'a cessé de se détériorer pendant que lui et ses amis « *refondateurs* » menaient la vie de château ! N'est-ce pas son gouvernement qui avait donné l'ordre de réprimer celles et ceux qui manifestaient contre la vie chère dans de nombreux quartiers d'Abidjan en 2008 alors que Guillaume Soro était son Premier ministre ? N'est-ce pas lui qui, quand il était président, faisait ami-ami avec un prédateur capitaliste

comme Bolloré et lui a permis de faire des profits énormes en Côte d'Ivoire ? Et il ose se présenter aujourd'hui comme l'ami des pauvres ?

## LA CORRUPTION FAIT PARTIE DU SYSTÈME CAPITALISTE

Lors du lancement des activités de «*l'académie pour la bonne gouvernance et le leadership anti-corruption*», des mots bien ronflants, la ministre de la Fonction publique en a rajouté une couche en disant qu'«*on ne paie pas pour rentrer dans la fonction publique* ». C'est une déclaration qui en a fait sourire plus d'un, tellement ce procédé est courant pour espérer obtenir un poste. Pourquoi le gouvernement se donne-t-il tant de mal à multiplier les organismes de lutte contre ce fléau qui n'existe pas selon cette ministre ?

Dans ce pays, le chômage des jeunes est tel que pour le moindre concours, c'est la ruée. Par exemple, pour le concours de l'Infas qui concerne le personnel de santé, en 2024 il y avait plus de 130 000 candidats

Décidément, Gbagbo a la nostalgie du pouvoir. Qu'est-ce qu'il ne ferait pas pour retrouver son fauteuil présidentiel ?

pour 10 000 places disponibles. Pour le Cafop qui recrute les instituteurs, on a 6 000 places pour 63 000 candidats. Tout le monde sait que pour passer ces concours il faut payer ici et là. Même dans les zones industrielles, il faut graisser la patte des agents recruteurs pour le moindre poste ou pour un contrat mal payé de quelques mois.

La corruption ainsi que le racket des agents de police, c'est à longueur de journée que les travailleurs et leurs familles les subissent. Mais dans les hauts lieux du pouvoir, c'est à une toute autre échelle et ce n'est pas pour rien que les dirigeants politiques se battent comme des chiens affamés pour être le mieux placé autour de la mangeoire gouvernementale !

## ***Dans le monde***

---

### AFRICANISME, PANAFRICANISME, NATIONALISME, SOUVERAINISME : DES VOIES SANS ISSUE

Dans de nombreux pays africains tout comme *ici en Côte d'Ivoire*, il est de bon ton de se définir comme « *africain* » et parfois de se revendiquer du panafricanisme, notamment dans le milieu des intellectuels, des artistes médiatisés et des politiciens de tous bords. Chacun met ce qu'il veut derrière ce qualificatif, y compris son contraire. Ils ne voient aucune contradiction entre le fait de se dire « *africain avant tout* » ou de chanter que « *l'Afrique doit s'unir* » tout en propageant des discours à coloration ethnique ou en soutenant que le drapeau national est « *sacré* ».

#### ***Aux origines du panafricanisme et de ses avatars***

Les idéaux portés par le panafricanisme sont nés sur le continent américain durant la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Il s'agissait alors pour les descendants d'esclaves de se

réapproprier leur histoire et leur identité africaine afin de s'émanciper de la domination blanche. Le panafricanisme popularisait la solidarité raciale et la revalorisation culturelle de l'Afrique et des Noirs en s'appuyant sur le sentiment d'appartenir à une même communauté forgée par une oppression commune.



W. E. B. Du Bois, né aux USA en 1868, est un des fondateurs du mouvement panafricaniste.

C'est surtout au lendemain de la deuxième guerre mondiale que ce mouvement se ré-

pandit dans le milieu des intellectuels africains qui faisaient leurs études aux États-Unis ou en Europe. Il prendra alors la forme d'un mouvement pour l'unité et l'émancipation du continent africain.

La plupart de ceux qui deviendront plus tard des chefs d'État africains après les indépendances se disaient plus ou moins panafricains. Mais une fois au pouvoir, ils se sont accrochés aux États et aux frontières que les colonisateurs leurs ont légués ; ces États étaient pour eux une source de richesses et de privilèges. Il y a eu quelques tentatives de fédération ou de regroupement mais elles ont vite avorté à cause des pressions venant des anciennes puissances coloniales mais aussi à cause de la volonté des dirigeants africains de profiter du pouvoir que leur cédaient les colonisateurs pour opprimer leurs propres peuples.

L'OUA (Organisation de l'Unité Africaine créée en 1963, devenue UA en 2002) qui devait être la concrétisation de cette unité a inscrit dans sa charte de fondation le principe de « l'intangibilité » des frontières héritées de la colonisation.

Durant les années qui suivirent les indépendances, le panafricanisme avait déjà vécu et n'était plus que la préoccupation d'un tout petit milieu d'intellectuels émigrés en Europe. Constatant que les indépendances n'ont apporté ni la liberté, ni le développement qu'ils escomptaient, ils sont revenus sur les anciens rêves de leurs prédécesseurs. Ils disent que pour que l'Afrique puisse se développer, il faut constituer de vastes entités qui seraient plus viables économiquement et qui seraient ainsi moins dépendantes de l'économie occidentale. Mais la bourgeoisie africaine est incapable de réaliser cette tâche car elle est pieds et poings liés à l'impérialisme et elle a peur de sa propre population. La situation de morcellement l'arrange fort bien et surtout arrange ses maîtres des métropoles impérialistes.

Mais s'il est vrai que la création de vastes ensembles serait un progrès, même du point de vue capitaliste par rapport au morcellement, il n'est pas juste de croire que cela serait synonyme de développement ou

d'un peu plus de liberté pour les populations. L'exemple de l'Inde ou du Brésil qui sont des pays vastes le montre bien. Certes, l'Inde est classée 5<sup>ème</sup> puissance économique mondiale, mais l'écrasante majorité de sa population fait partie des plus pauvres du monde car les richesses produites sont accaparées par une toute petite minorité. Quant au Brésil qui possède énormément de richesses naturelles et d'immenses terres fertiles, il exporte des produits alimentaires alors que la majorité de sa population n'a pas le strict minimum pour vivre décemment. Ces deux exemples suffisent à démontrer qu'il est illusoire pour un pays pauvre, qu'il soit grand ou petit, de sortir du sous-développement dans le cadre du système capitaliste dominé par les puissances impérialistes.

En dehors de la Chine qui, grâce à la révolution paysanne de 1949 a permis à Mao Tsé Toung de se hisser au pouvoir et de bâtir un État fort, capable de résister à la pression des puissances impérialistes et de permettre à la bourgeoisie chinoise de se développer sous l'aile protectrice de l'État de Mao, aucun pays, fut-il de grande taille, ne s'est émancipé de la domination de l'impérialisme.

Cependant, derrière les grandes tours rutilantes qui ont été bâties un peu partout dans les grandes villes industrielles de la Chine, il y a des millions de personnes qui vivent dans la pauvreté. Certes, la Chine est capable d'envoyer des fusées sur la lune, de concurrencer les grandes puissances occidentales dans les domaines de la haute technologie, mais sa classe ouvrière ne bénéficie pas de son développement économique, elle n'a même pas le droit de s'organiser librement pour défendre ses intérêts de classe.

### **Le mythe de la « troisième voie »**

Certains intellectuels africains prétendent qu'il faut chercher une voie propre à l'Afrique qui ne serait ni le socialisme ni le capitalisme mais une « troisième voie ». Pour cela, disent-ils, il faut se référer à « nos propres valeurs africaines authentiques ». Ils se sentent d'autant plus encouragés dans le rejet du socialisme que les

fossoyeurs de la seule révolution qui a porté le prolétariat au pouvoir en Russie en 1917 ont transformé ce jeune État ouvrier en une dictature féroce contre la classe ouvrière et contre tous ceux qui se battaient pour construire une société véritablement communiste.

En Afrique comme ailleurs, beaucoup de personnes parfois sincères peuvent alors penser que ni le capitalisme ni le communisme n'ont résolu les problèmes de l'humanité et que par conséquent, il faut chercher une troisième voie. Mais le système capitaliste ne laisse aucun choix aux exploités que celui de crever dans la misère ou celui de se révolter contre ses injustices. L'humanité n'a aucune autre voie pour sortir de l'impasse dans lequel le système capitaliste l'a acculée, que celle de son renversement.

### **Le leurre du combat contre le franc Cfa**

Certains partisans du panafricanisme prétendent qu'en mettant simplement fin au franc Cfa, un héritage de la France coloniale, ça ira mieux pour les populations africaines. C'est se bercer d'illusions et tromper les populations, car que ce soit en Cfa, Dollar, Euro ou une nouvelle monnaie africaine, qu'est-ce que ça change si le maigre salaire que touchent les travailleurs ne leur permet pas de nourrir leurs familles et de se loger correctement ? Qu'est-ce que ça change pour le petit paysan d'échanger sa récolte en Cfa ou autres monnaies si le prix de sa sueur ne parvient pas à le faire vivre ?

En réalité, la vie des travailleurs et de tous ceux qui sont écrasés par le système capitaliste n'intéresse pas du tout ces petits bourgeois qui prétendent avoir des solutions contre les méfaits de la domination des puissances occidentales sans remettre en cause le système capitaliste qui est à la base de cette domination.

### **Les États unis d'Afrique ne peuvent être**

#### **MADAGASCAR :**

#### **DES PATRONS ASSASSINS CONTINUENT EN TOUTE IMPUNITÉ**

Alors qu'ils effectuaient des travaux de nuit dans des canaux d'égouts souterrains du quartier 67 Ha à Antananarivo, quatre agents de la société APIPA sont morts as-

### **que socialistes et prolétariens !**

Les révolutionnaires communistes, sont absolument partisans de l'abolition des frontières qui divisent les populations. Ils sont pour les États Unis d'Afrique mais pensent que seule la révolution communiste prolétarienne permettra de réaliser cette unité. Ils ne sont pas panafricanistes, car le panafricanisme est une idéologie qui veut masquer la véritable cause de l'exploitation et de l'oppression, le capitalisme. Il entretient la dangereuse illusion qu'il existe un intérêt commun à tous les africains, intérêt qui serait lié à la couleur de la peau ou au continent d'origine. Les tenants de cette idéologie refusent de voir que le capitalisme a transformé la planète en une seule et unique entité économique où tous les pays sont interdépendants. Aux chimères panafricanistes, nous opposons le communisme, c'est-à-dire la mise en commun de toutes les richesses de la société, des moyens de les produire et de les répartir. C'est le prolétariat seul qui sera capable de bâtir cette nouvelle société car lui n'a rien à gagner dans le maintien du système capitaliste et de ses frontières. Les bidonvilles où s'entassent des travailleurs, des paysans déracinés, où se mélangent des ethnies et se côtoient des peuples de différents pays pourraient être un terreau fertile pour propager les idées révolutionnaires internationalistes. Aujourd'hui nos dirigeants s'en servent pour attiser des tensions, pour multiplier les affrontements afin de détourner la colère des masses pauvres. Mais de là pourraient aussi naître des forces capables de les balayer eux et leur système qui repose sur l'exploitation, la division et l'oppression.

Voilà pourquoi il est vital de renouer avec l'internationalisme prolétarien, idée défendue par les premiers socialistes selon laquelle « les prolétaires n'ont pas de patrie » et qu'ils doivent s'unir pour renverser le capitalisme.

phyxiés. Les secours sont arrivés mais trop tard. Les patrons de cette entreprise n'ignorent pas que dans ces endroits infects l'air est irrespirable, ils n'hésitent

pas à faire descendre les travailleurs, sans fournir des équipements nécessaires. Les corps des victimes ont été trouvés et sortis de l'eau par les habitants du quartier.

Les épouses, les enfants et de nombreuses personnes de ce quartier ont crié comme ils

ont pu, leur colère et leur indignation. Ils ont même bloqué pendant quelque temps une partie du quartier. Aujourd'hui cette même entreprise continue les mêmes pratiques comme si de rien n'était, avec certainement la complicité de l'État.

## MALI : ASSIMI GOÏTA VEUT BÂILLONNER LA POPULATION

Les galonnés au pouvoir à Bamako viennent d'annoncer l'interdiction « *jusqu'à nouvel ordre* » des partis politiques et des associations « *à caractère politique* » sous prétexte qu'ils créent un « *trouble à l'ordre public* ».



25 avril 2025, conférence de presse organisée à Bamako par des partis d'opposition

Les principaux dirigeants des partis d'opposition au régime du colonel Assimi Goïta semblent surpris et indignés par cette mesure dictatoriale car ils avaient cru ou feint de croire aux promesses des putschistes de leur rendre le pouvoir fin mars 2024. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils sont naïfs et hypocrites. Ils sont devenus tardivement des « *opposants* » au régime d'Assimi Goïta quand ils se sont aperçus que celui-ci n'avait pas l'intention de leur rendre les clés du pouvoir sur un plateau d'argent. Ils découvrent aujourd'hui le vrai visage des militaires qu'ils ont pourtant acclamés et encensés lors du renversement du régime corrompu d'IBK en août 2020. Ces opposants de pacotille seront donc privés de la mangeoire gouvernementale « *jusqu'à nouvel ordre* », sauf peut-être pour ceux qui se mettront à plat ventre devant les putschistes.

Actuellement, la principale crainte d'Assimi Goïta ne provient pas de ces politiciens en boubou ou en costume-cravate mais peut-être de ses propres rangs et tant qu'il tiendra les casernes il ne lâchera pas le pouvoir.

Une autre de ses craintes pourrait sortir des quartiers populaires où les gens souffrent de la misère croissante, de la vie chère qui ne cesse de grignoter les maigres salaires auxquels s'ajoutent de nombreuses difficultés de la vie quotidienne. Tout cela finira peut-être par provoquer une explosion de colère.

Derrière l'interdiction des partis politiques et des associations qui critiquent son pouvoir, Assimi Goïta veut surtout montrer à cette population qu'il ne tolérera aucune contestation. Et c'est précisément pour éviter tout débordement de la rue qu'il emprisonne ceux qui le critiquent sur les réseaux sociaux. C'est le cas par exemple de Rokia Doumbia (connue sur les réseaux sociaux comme « *Rose vie-chère* »). Elle a été arrêtée en mars 2023 pour « *incitation à la révolte* » à cause de ses dénonciations sur la vie chère, sur l'incapacité du gouvernement de mettre fin aux coupures récurrentes de l'électricité, à l'insécurité et à la corruption, entre autres. Jusqu'à ce jour, elle est toujours en prison. C'est aussi le cas de l'animateur de radio et militant associatif, Mohamed Youssouf Bathily, plus connu sous le nom de Ras Bath. Lui aussi était devenu gênant car il dénonçait certains abus du pouvoir, il est en prison depuis mars 2023.

Ces arrestations sont un avertissement à tous ceux qui ont l'intention de manifester leur mécontentement dans la rue et sur leur lieu de travail. Les travailleurs du Mali sont concernés car eux aussi ont leurs propres revendications à défendre comme par exemple des augmentations de salaire face à la cherté de la vie, droit à la liberté d'expression et d'organisation, etc. Ce qui est sûr c'est qu'ils ne peuvent compter que sur leurs luttes pour défendre leurs intérêts.

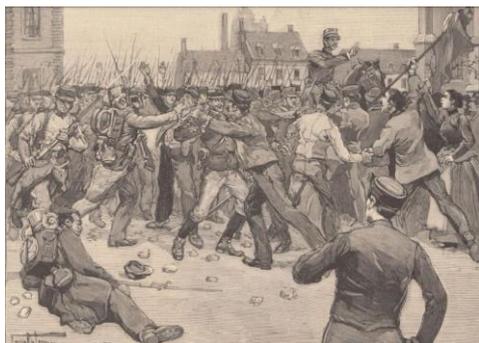
## FRANCE :

*Nous reproduisons ci-dessous un article extrait du journal de nos camarades de Lutte Ouvrière en France daté du 2 mai 2025.*

### 1<sup>er</sup> MAI : HISTOIRE D'UNE JOURNÉE DE LUTTE

Le 1er mai a été pendant très longtemps pour les travailleurs une journée de manifestations et de luttes parfois sanglantes.

C'est en 1856, en Australie, qu'est née l'idée d'une journée prolétarienne de repos, fixée alors au 21 avril, comme un moyen d'obtenir la journée de 8 heures. Il était alors fréquent de travailler 12, voire 14 heures par jour. Cette première manifestation eut un tel retentissement parmi les travailleurs australiens qu'il fut décidé de renouveler cette manifestation tous les ans. Avec le développement du prolétariat à l'échelle mondiale, l'idée s'imposa d'organiser une journée internationale au cours de laquelle les travailleurs de tous les pays seraient appelés à faire grève et à manifester en revendiquant la journée de huit heures. En 1889, la 2<sup>ème</sup> Internationale, regroupant tous les partis sociaux-démocrates, se revendiquant alors du marxisme révolutionnaire, décida de fixer au 1er mai cette journée de lutte, en hommage aux travailleurs américains victimes de la répression après la grève générale du 1er mai 1886, appelée pour obtenir la journée de 8 heures. Les manifestants commencèrent à arborer un triangle rouge, symbolisant la revendication « *8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos* ».



*Le Premier mai 1891, répression sanglante d'une manifestation ouvrière à Fourmies, en France*

À l'époque, le 1er mai n'était pas férié, et il fallait se mettre en grève pour participer aux manifestations. Celles-ci inquiétaient les patrons, d'autant qu'elles se déroulaient le même jour dans de nombreux pays, et ils n'hésitaient pas à réprimer ceux qui se risquaient à y participer. Dans le nord de la France, à Fourmies, le 1er mai 1891, l'armée tira sur la foule, faisant 9 morts et 33 blessés, dont de jeunes ouvrières du textile. Après cette fusillade particulièrement meurtrière, les manifestants du 1er mai se mirent à arborer une églantine rouge, symbole qui rappelait de surcroît la Révolution française et qui mettait en rage les patrons et la police. Des passants pouvaient être arrêtés parce qu'ils portaient du rouge dans l'habillement.

Le début du vingtième siècle fut marqué par la marche à la guerre, et le 1er mai devint aussi l'occasion d'affirmer l'idée que les ouvriers du monde entier devaient lutter contre la guerre impérialiste en préparation et se fixer l'objectif de renverser le capitalisme. Les grandes manifestations en faveur de la paix ne purent empêcher la trahison de la 2<sup>ème</sup> Internationale, qui se rallia à la bourgeoisie dès le début de la guerre mondiale.

Dans l'entre-deux guerres, les luttes continuèrent, avec cette fois-ci en toile de fond la montée du fascisme. En 1929, le préfet de Berlin interdit la manifestation du 1er mai. À l'appel du Parti communiste allemand, des milliers de travailleurs défilèrent tout de même. La troupe tira, tuant 33 travailleurs, et en blessant 200.

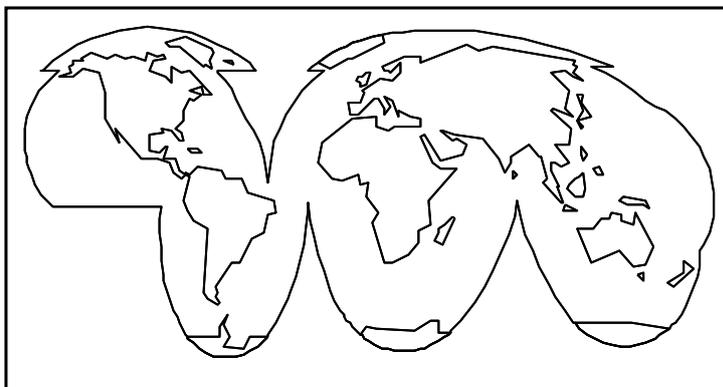
Les nazis, tout comme le gouvernement de Vichy en France, détournèrent la signification prolétarienne « *Fêtes du travail national* », célébrant l'union sacrée des ouvriers et des patrons. C'est le

maréchal Pétain qui, en 1941, a associé le 1er mai au muguet, qu'il préférait à l'églantine rouge, symbole selon lui du communisme.

Malgré l'institutionnalisation et ces dévoiements du 1er mai, du moins dans les pays riches, sa signification profonde pour le monde du travail, une journée qui affirme les intérêts communs des travailleurs par-delà les frontières, reste

d'une actualité brûlante, au moment où les bruits de bottes résonnent à nouveau. Comme l'écrivait Rosa Luxemburg en 1904 : *«Plus que jamais, en présence de la guerre, la démonstration spécifique prolétarienne doit aussi être l'expression de cette idée que la réalisation de la paix universelle ne peut être conçue que liée à la réalisation de notre but final socialiste».*

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.